

POLE ENVIRONNEMENT

Chapitre 0

Note non technique



**ZAC de la Mine d'Or
80290 Croixrault**

Demande d'autorisation environnementale

Version 2

Sommaire

1. Le maître d'ouvrage	5
2. Présentation du projet	6
2.1. Le terrain d'implantation	6
2.2. Organisation du site et du bâtiment	7
2.2.1. Accès, voiries, stationnements	7
2.2.2. Le bâtiment	7
2.3. L'activité de JJA	10
3. Impact du projet sur son environnement	11
3.1. Contexte du site	11
3.2. Principaux impacts	11
3.3. Risques accidentels	12
4. Objet de l'enquête publique	12
4.1. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	12
4.2. Installations, ouvrages, travaux et aménagement concernant le domaine de l'eau (IOTA)	13
4.3. Evaluation environnementale	14
4.4. Communes concernées par l'enquête publique	14

Illustrations

Figure 1 : Localisation du terrain d'implantation (extrait carte Geoportail)	6
Figure 2 : Le terrain vu de sa pointe sud (mars 2020)	6
Figure 3 : Recoupement du bâtiment, écrans et murs coupe-feu	8
Figure 4 : L'unité de stockage = palette	10
Figure 5 : Exemple de stockage sur racks (sol + 5)	10
Figure 6 : Rayon d'affichage de l'enquête publique	15

1. LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Raison sociale : JJA

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée (SAS)

Capital de : 4 497 000 Euros

Siège administratif : 157 avenue Charles Floquet
(adresse de correspondance) Bâtiment 3
93150 LE BLANC-MESNIL

Siège social : 176 avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE

SIREN : 308 972 181

Signataire de la demande : Xavier CHONIK, Directeur Général Développement

La société JJA est spécialisée dans l'importation et la distribution de produits d'équipements de la maison (produits de décoration, produits de plein air, mobilier, ustensiles de cuisine, jouets et équipements pour la salle de bain). Elle distribue ses produits au travers de ses différentes marques : Hespéride (mobilier d'extérieur), Atmosphaera (Décoration), Secret de Gourmet (Kitchen/arts de la Table), Five (Utilitaires/Bazar) et Fééric lights and Christmas (Noël).

La société connaît une progression de chiffre d'affaires à deux chiffres depuis 5 ans. Le résultat d'exploitation suit également cette progression, permettant ainsi à JJA d'avoir suffisamment de ressources financières pour construire et exploiter le centre logistique objet de la présente demande d'autorisation.

L'utilisateur du centre logistique sera EASY LOGISTIQUE, filiale de JJA, qui est une structure exclusivement dédiée à l'exploitation logistique pour le compte exclusif de sa maison mère. EASY LOGISTIQUE a été créée en 2001 et exploite depuis 2009 la base logistique d'Argœuves dont la superficie est désormais de 110 000 m². Elle exploitera aussi le site de Flixecourt qui ouvrira en juin 2020 sur une surface de 98 000 m².

EASY LOGISTIQUE a donc une expérience et un savoir-faire dans la logistique de ces produits. Les membres du personnel sont rompus à cet exercice et les consignes d'exploitation sont rédigées en tenant compte de la dangerosité des produits réceptionnés et stockés. Le personnel recruté, estimé à 200 personnes pour les besoins de cette nouvelle plateforme, sera formé en interne en s'appuyant sur les consignes d'exploitation et de sécurité existantes sur le site d'Argœuves.

Les constructions les plus proches se situent au nord, en remontant vers l'autoroute :

- La station-service BP.
- Le centre technique d'entretien de l'autoroute.
- Le centre nautique AQUASOA.

Les premières maisons de Croixrault se situent à environ 1 km au sud-est du site.

2.2. ORGANISATION DU SITE ET DU BÂTIMENT

2.2.1. ACCÈS, VOIRIES, STATIONNEMENTS

Le terrain est accessible à partir du rond-point desservant, en sortie d'autoroute, la station-service, la piscine, et la RD901.

De ce rond-point, une route communale dirige les véhicules vers l'entrée du site. L'entrée et la sortie des véhicules sur le site se font à partir de la voie communale. Les accès sont distincts pour les voitures (VL) et les poids-lourds (PL).

Dès l'entrée sur site, les flux PL et les VL sont séparés. Un parking est réservé pour les VL. Des aires d'attente sont à la disposition des PL avant et après passage par le poste de garde.

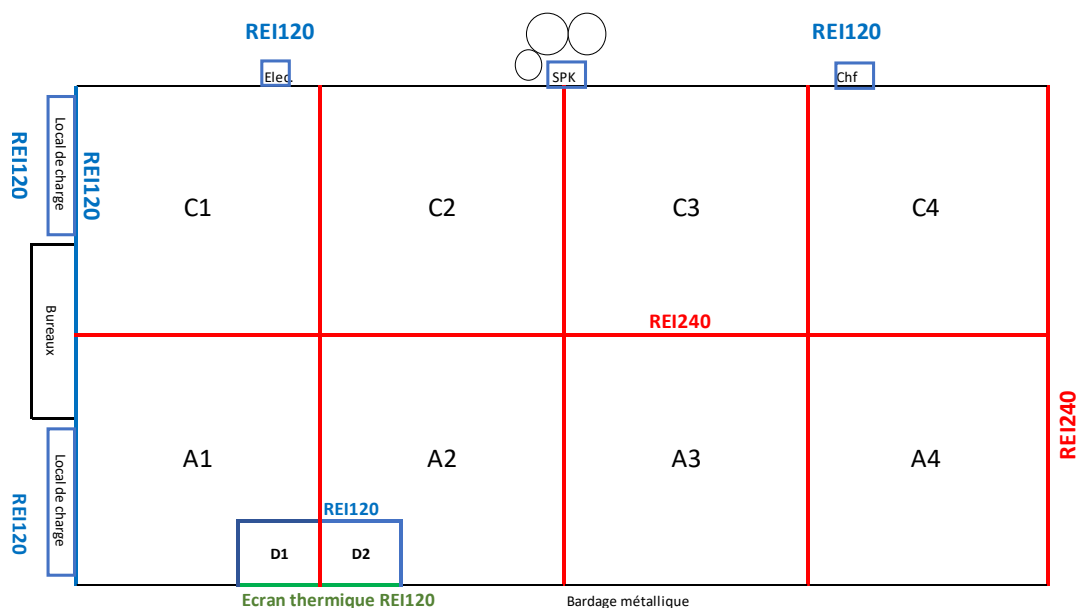
Le site est gardienné 24h/24.

2.2.2. LE BÂTIMENT

L'entrepôt a une surface d'environ 95 000 m² pour une hauteur de 14 m. Il est divisé en 8 zones de stockage (ou cellules) de 11800 m² isolées les unes des autres par des murs résistants au feu 4 heures pour limiter la propagation d'un incendie. Deux petites cellules permettent d'isoler les produits dangereux (essentiellement produits chlorés pour piscine, aérosols, briquets, etc).

Des locaux techniques : chaufferie au gaz, locaux permettant la charge des batteries des chariots électriques, transformateurs électriques, local incendie, viennent s'ajouter à l'entrepôt pour le fonctionnement général du site.

Un ensemble de bureaux accueille le personnel administratif. Il abrite également les locaux sanitaires, les vestiaires et une salle de repos.



REI120 : mur résistant au feu 120 min =2 heures

REI240 : mur résistant au feu 240 min =4 heures

Figure 3 : Recoupement du bâtiment, écrans et murs coupe-feu

La sécurité est assurée par des moyens techniques :

- une extinction automatique (ou sprinkler) des zones de stockage. Des têtes d'aspersion d'eau sont disposées au-dessus des zones de stockage. En cas de départ de feu, la détection incendie déclenche une motopompe qui envoie de l'eau sous pression dans le réseau, aspergeant les zones concernées.
- des lances incendie (ou RIA) réparties dans le bâtiment,
- des extincteurs répartis dans les différents locaux.
- des poteaux incendie disposés autour du bâtiment et permettant l'intervention des pompiers. Ces poteaux incendie sont alimentés par un surpresseur à partir d'une réserve d'eau.
- d'un bassin complémentaire de réserve d'eau pour les pompiers.

Le bâtiment dispose ainsi d'une défense incendie autonome.



Exemple de tête de sprinkler

Exemple de lance incendie ou RIA (réseau incendie armé)



2.3. L'ACTIVITÉ DE JJA

Ce bâtiment est un bâtiment logistique qui permet la réception de marchandises, leur stockage et leur tri avant distribution vers les destinataires finaux (magasins clients de JJA).

Les marchandises présentes seront des produits distribués par JJA. Il s'agit d'objets de décoration, meubles, vaisselle, jouets, équipement du jardin.

Les produits sont reçus et stockés sur palette. La palette permet la manipulation des marchandises grâce à des chariots électriques ou transpalettes.

Le stockage se fait en palettiers (ou racks) sur 12 m de haut.



Figure 4 : L'unité de stockage = palette

Exemple de racks ou palettiers avec 6 hauteurs de stockage

Rack (palettier) métallique

Palette

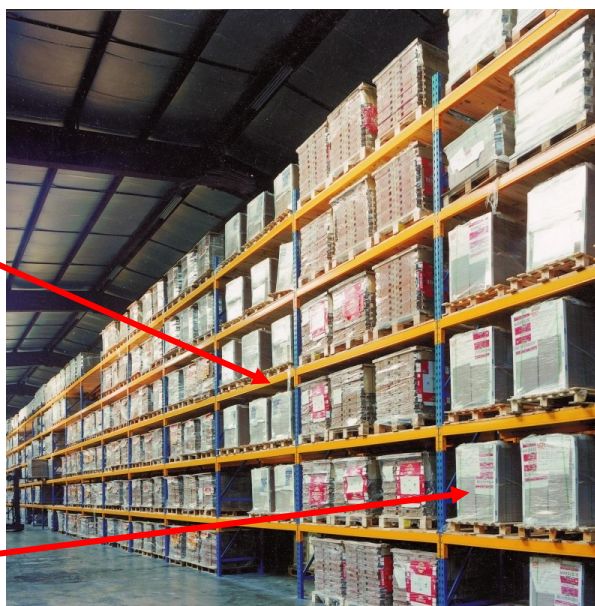


Figure 5 : Exemple de stockage sur racks (sol + 5)

L'établissement emploiera environ 200 personnes dont une cinquantaine à des postes administratifs (secrétariat, comptabilité, gestion) et deux équipes de 150 personnes dans les métiers de la logistique (manutentionnaires, caristes, préparateurs de commande).

3. IMPACT DU PROJET SUR SON ENVIRONNEMENT

3.1. CONTEXTE DU SITE

Le terrain choisi se situe en Zone d'Activité Concertée (ZAC). Il est encore à ce jour cultivé n'offrant aucune espèce animale ou végétale remarquable. Le voisinage immédiat du site est également agricole en dehors des installations de l'aire d'autoroute, du centre technique autoroutier et de la piscine situés entre le terrain et l'autoroute A29 qui passe un peu plus au nord. On ne note pas de zones naturelles sensibles ou protégées dans l'environnement proche du site.

Les premières habitations sont celles de la commune de Croixrault à environ 1 km au sud.

3.2. PRINCIPAUX IMPACTS

Le principal impact de ce type d'activité est le **trafic des poids-lourds** assurant la livraison et l'expédition des marchandises. Il a été évalué à 200 camions/jour. A ces camions s'ajoutent les véhicules du personnel, soit environ de 200 voitures/jour.

L'autoroute A29 située à 500 m au nord est directement accessible par l'échangeur de Croixrault en sortie de la ZAC. Ainsi, les camions ne traverseront pas de zones habitées pour rejoindre l'autoroute.

L'activité de logistique ne transforme pas de matière (synthèse, incinération, mélange, conditionnement, etc). Les produits arrivent et repartent dans leurs emballages d'origine.

Il n'y a donc pas d'utilisation d'eau à des fins industrielles. L'eau consommée sert aux besoins du personnel (eau sanitaire).

De même, il n'y a pas de rejet d'effluents industriels, les eaux issues du bâtiment étant les eaux usées des installations sanitaires (WC, douches, lavabos). Elles sont rejetées dans le réseau public et traitées par la station d'épuration communale.

Les eaux pluviales sont traitées et régulées puis infiltrées sur le terrain au travers de bassins d'infiltration.

Les rejets atmosphériques issus du bâtiment se limitent aux gaz de combustion de la chaudière utilisant du gaz naturel.

Le bâtiment sera intégré dans son environnement rural avec un soin particulier porté au traitement des façades et à l'aménagement des espaces verts avec une plantation importante d'arbres de haute tige.

3.3. RISQUES ACCIDENTELS

Le principal risque lié à cette activité de stockage et de logistique est un risque incendie lié à la grande quantité de matières présentes dans le bâtiment.

Des modélisations permettent de calculer les rayonnements thermiques (ou flux thermiques) reçus à l'extérieur du site et la toxicité des fumées émises en cas d'incendie. Ces modélisations ont permis de vérifier l'absence de risque en cas d'incendie du bâtiment pour le voisinage.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction utilisées par les pompiers vont être polluées par les matières écoulées et les débris de l'incendie. Elles ne doivent donc pas être rejetées dans le réseau public ou dans les espaces verts. Pour éviter tout risque de pollution, le bâtiment est en décaissé ce qui permet de retenir les eaux dans l'entrepôt. En cas de débordement, la pente des quais permet également de retenir les eaux polluées. Une vanne de barrage située avant le rejet des eaux pluviales dans les bassins d'infiltration évite tout risque. Après sinistre, ces eaux polluées seront analysées, pompées et traitées comme déchets industriels dans des centres spécialisés.

4. OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le présent projet est soumis à autorisation environnementale au titre de l'article L181-1 1° du code de l'environnement. Cette demande d'autorisation unique porte sur le volet « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement – ICPE » et le volet « Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements – IOTA » ou loi sur l'eau.

4.1. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Le Code de l'environnement régit l'implantation de certaines activités industrielles ou agricoles qui peuvent avoir un impact sur l'environnement ou présenter des risques accidentels (incendie, explosion, etc). Ces activités constituent des « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement » (ICPE).

Le tableau suivant résume les ICPE concernées et les seuils de classement :

Rubrique	Intitulé	Classement	Installations concernées
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des)	A	Volume de stockage = 1 310 367 m ³ Quantité de matières combustibles = 76 136 t
1530	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés.	A	Volume stocké = 228 348 m ³
1532	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés.	A	Volume stocké = 232 148 m ³
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) à l'état non expansé et non alvéolaire.	A	Volume stocké = 228 348 m ³
2910.a	Installations de combustion	DC	Chaufferie : 2 chaudières gaz Puissance thermique totale = 2,4 MW
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :	D	2 Locaux de charge : Puissance unitaire = 500 kW
4440	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3.	DC	Quantité stockée = 5 t
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 ou chronique 1.	DC	Quantité stockée = 75 t

A : autorisation

E : Enregistrement

D : déclaration

DC : déclaration avec contrôle

NC : non classé

4.2. INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET AMÉNAGEMENT CONCERNANT LE DOMAINE DE L'EAU (IOTA)

La loi du 3 janvier 1992 dite « loi sur l'Eau » prévoit que les installations, ouvrages et travaux et aménagements (IOTA) susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques peuvent être soumis à une procédure de déclaration ou de demande d'autorisation. Les installations, ouvrages et travaux soumis à ces procédures sont définies dans une nomenclature établie par un décret en Conseil d'Etat et codifiée aux articles R.214-1 et suivant du Code de l'environnement. Cette nomenclature prévoit la procédure applicable à des projets en fonction de leur nature et de seuil.

Le tableau suivant résume les IOTA concernées et les seuils de classement :

Rubriques		Classement
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales, la surface concernée étant de 24,7 ha.	Autorisation
3.2.3.0.	Création de plans d'eau permanents ou non, la surface des bassins étant de 2,8 ha.	Déclaration

4.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'article R122-2 définit les projets qui doivent être soumis à évaluation environnementale. Selon le type de projet et son envergure, l'évaluation environnementale est soit systématique, soit demandée au cas par cas.

Le tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'environnement définit les catégories de projets concernés et les critères de soumissions à évaluation environnementale.

Avec une surface construite de plus de 40 000 m², le projet est soumis à évaluation environnementale systématique au titre de la catégorie 39 :

39. Travaux, construction et opérations d'aménagement : construction créant une surface de plancher supérieure à 40 000 m².

4.4. COMMUNES CONCERNÉES PAR L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le présent projet est soumis à demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L181-1 1° du code de l'environnement. Cette demande d'autorisation porte sur le volet « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : ICPE », sur le volet « loi sur l'eau ». Elle doit faire l'objet d'une enquête publique.

Le rayon d'affichage de l'enquête publique est de 2 km. Les communes entrant dans le rayon d'affichage de l'enquête publique sont :

- Croixrault
- Bussy-les-Poix
- Moyencourt les Poix
- Poix-de-Picardie
- Eplèsier
- Thieulloy-l'abbaye
- Fricamps

La demande de permis de construire devant également faire l'objet d'une enquête publique dans le cadre de l'évaluation environnementale, cette enquête pourra être conjointe à celle de la demande d'autorisation environnementale.

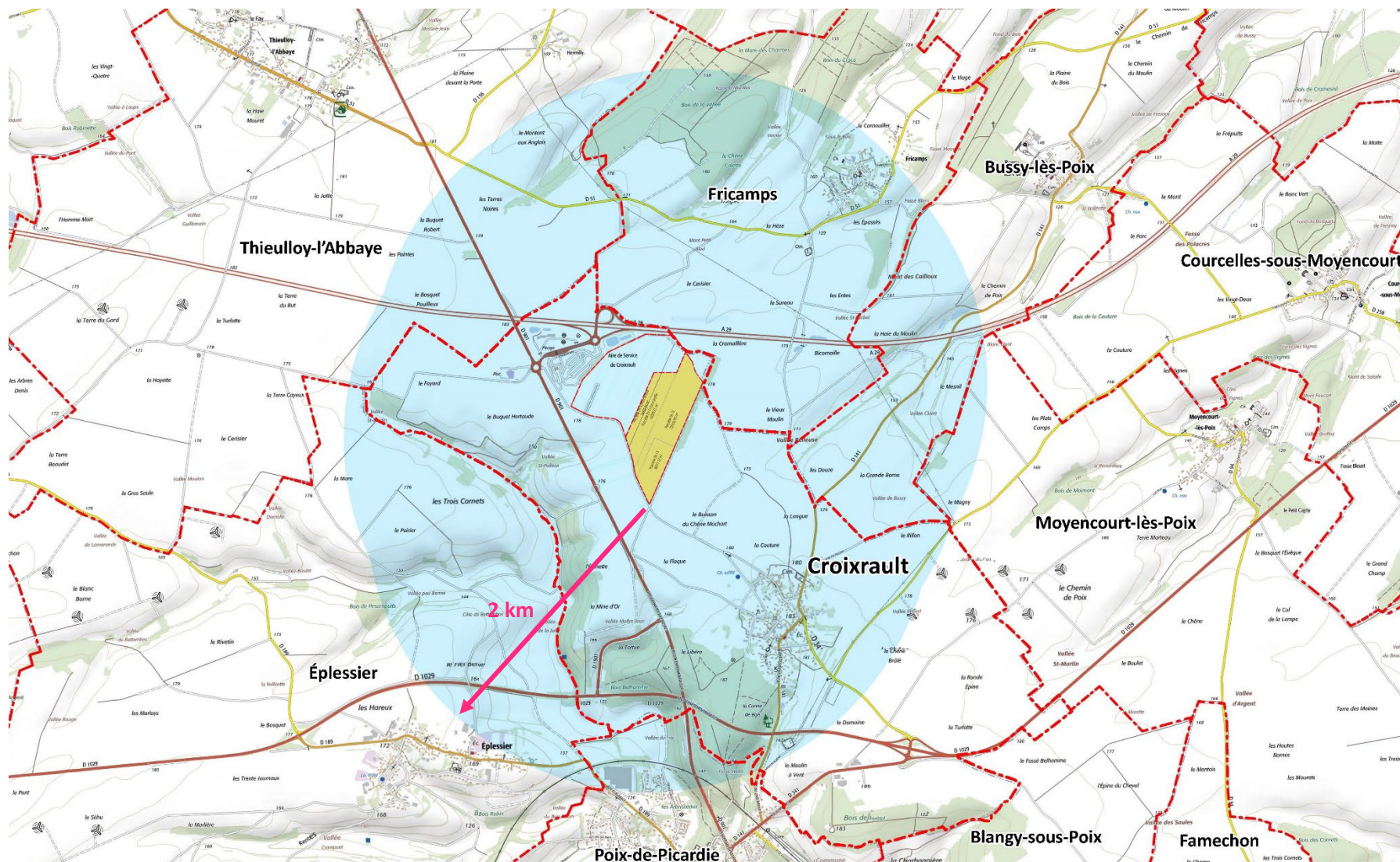


Figure 6 : Rayon d'affichage de l'enquête publique